

Une lutte contre la loi El Khomri doit s'opposer à la guerre et à l'état d'urgence

Par Anthony Torres et Alex Lantier , le 9 mars 2016

La mobilisation contre la réforme du Code du travail avancée par le PS soulève des questions essentielles de perspective politique pour les travailleurs et les jeunes en France. Pendant quatre ans, les syndicats et les alliés politiques du PS, tels que le Front de gauche et le NPA, ont étouffé la colère sociale contre le président le plus impopulaire depuis la Deuxième Guerre mondiale.

A présent, il est impossible de cacher l'opposition à une loi qui augmente la durée du travail et qui permet officiellement aux patrons et aux syndicats de fouler aux pieds le Code du travail. La presse avoue que 70 pour cent des Français sont hostiles à la loi El Khomri et que 59 pour cent ne font pas confiance aux organisations syndicales pour défendre les salariés.

Toute opposition réelle dirigée contre les mesures réactionnaires du PS est la bienvenue. Toutefois, ce serait une erreur fatale pour ce mouvement naissant de se limiter à un cadre national, pour exiger une réécriture ou le retrait de la loi El Khomri négoc-

cié par les syndicats.

Les négociations entre ces appareils illégitimes et discrédités et le PS, sous la botte de l'état d'urgence et avec la menace permanente d'une escalade militaire de l'OTAN contre la Russie en Syrie et en Europe, ne produiront que de nouveaux reculs. Surtout, elles ne feront rien contre les dangers de guerre et de dictature qui pèsent sur les travailleurs en France et à travers le monde.

La lutte contre la loi El Khomri doit s'élargir en une lutte politique contre la poussée internationale des puissances de l'OTAN vers une guerre, notamment contre la Russie en Europe et en Syrie, et contre l'état d'urgence liberticide décrété après les attentats du 13 novembre. Cette lutte doit être une lutte pour le socialisme, basé sur la classe ouvrière. Les alliés des travailleurs et des jeunes français sont les travailleurs à travers l'Europe et le monde, tous menacés par la guerre et par les atteintes aux droits démocratiques.

Les crises militaires à répétition en Europe, la montée du FN en France et de Donald Trump aux USA, et l'infâme légitimation par Hollande de la déchéance de nationalité, mesure par laquelle Vichy a lancé la déportation et l'extermination des Juifs en France aux années 1940, sont autant de signes de la profonde crise qui s'abat sur le système capitaliste.

Pour participer à un mouvement international contre la guerre et le danger de dictature, la lutte des travailleurs en France doit rompre, à la fois politiquement et sur le plan organisationnel, avec les divers alliés du PS, inféodés à l'Union européenne et à l'OTAN.

Déjà, les appareils pro-capitalistes visent à canaliser le mouvement derrière des manœuvres d'appareil qui ne feront rien contre le danger de guerre, de dictature, et de régression sociale qui pèse sur les travailleurs. Caroline de Haas, qui est proche du PS et à l'origine d'une pétition sur Internet contre la loi El Khomri, veut espérer que le gouvernement va « revoir sa copie et présenter un projet de loi qui améliorera réellement le sort des salariés ». La CGT et FO promettent de « travailler ensemble sur la construction de droits nouveaux » avec le PS et le patronat.

De telles promesses ne sont qu'un enfumage cynique. Un mouvement contre la loi El Khomri qui accepte la guerre et l'état d'urgence serait condamné à l'impuissance. Il accepterait les logiques policière et militaire par lesquelles le PS insistera que la classe ouvrière doit se sacrifier pour assu-

rer la compétitivité du capitalisme français entraîné dans une spirale de guerre et d'effondrements mondiaux de l'économie capitaliste.

Le fait que le NPA et le Front de gauche ont salué les guerres impérialistes menées en Libye et en Syrie, ainsi que l'élection de Syriza qui a ensuite trahi de façon éhontée sa promesse de mettre fin au Mémoire d'austérité de l'UE, a valeur d'avertissement. Si ces organisations petites-bourgeoises dirigées par des bobos aisés et réactionnaires étaient amenées à diriger la France, elles imposeraient la même politique réactionnaire.

Les travailleurs doivent rompre avec ces groupes réactionnaires et corrompus. Le développement de l'opposition à la loi El Khomri, qui démasque pour de bon les prétentions « socialistes » du PS et de ses alliés, est un signe avant-coureur de luttes qui se développeront dans la classe ouvrière contre la guerre, l'austérité, et le capitalisme à travers le monde.

La tâche essentielle en France est de construire un mouvement politique à même d'offrir aux travailleurs une alternative socialiste à une classe politique réactionnaire dominée par un PS en perdition, qui lorgne en direction du FN. Les militants du Comité International de la Quatrième Internationale invitent les travailleurs et les jeunes à lire le *World Socialist Web Site*, à en discuter avec leurs amis et sur leurs lieux de travail, et à contacter le CIQI pour préparer la construction d'un tel mouvement.

©World Socialist Web Site <http://www.wsws.org>

La publication socialiste sur internet la plus lue

facebook

<http://www.facebook.com/wswsfr>